



Rapport du Directeur général

1. Madame la Présidente, Excellences, Mesdames et Messieurs les Ministres et Chefs de délégation, chers collègues et amis, bonjour à vous tous, et une très bonne année.
2. Il y a trois ans aujourd'hui, j'ai déclaré que la propagation mondiale de la maladie à coronavirus (COVID-19) constituait une urgence de santé publique de portée internationale – le plus haut niveau d'alerte en vertu du Règlement sanitaire international (2005) et, pour le moment, le seul niveau d'alerte.
3. Comme vous le savez, vendredi, le Comité d'urgence s'est réuni pour déterminer si cela était toujours le cas. Le Comité d'urgence m'a informé qu'à son avis, la COVID-19 demeurerait une urgence de santé publique de portée internationale, et je partage cet avis. Alors que nous entrons dans la quatrième année de la pandémie de COVID-19, il ne fait aucun doute que nous sommes dans une bien meilleure situation aujourd'hui qu'il y a un an, lorsque la vague Omicron était au plus haut.
4. Mais depuis le début du mois de décembre, les décès signalés chaque semaine sont en hausse. Au cours des huit dernières semaines, plus de 170 000 personnes ont perdu la vie à cause de la COVID-19. Et il ne s'agit là que des décès signalés. Nous savons que le nombre réel est beaucoup plus élevé. Nous ne pouvons pas maîtriser le virus, mais nous pouvons faire davantage pour remédier aux vulnérabilités des populations et des systèmes de santé.
5. Cela veut dire vacciner 100 % des groupes les plus à risque. Cela veut dire accroître l'accès aux tests de diagnostic et l'utilisation précoce d'antiviraux. Cela veut dire prendre des mesures adaptées au contexte lorsqu'il y a une brusque augmentation du nombre de cas. Cela veut dire maintenir et élargir les réseaux de laboratoires. Et cela veut dire lutter contre la désinformation.
6. Nous gardons l'espoir qu'au cours de l'année à venir, le monde passera à une nouvelle phase au cours de laquelle les hospitalisations et les décès seront ramenés au niveau le plus bas possible, et les systèmes de santé seront en mesure de gérer la COVID-19 de manière intégrée et durable.
7. La vaccination restera un élément essentiel de notre approche. Nous travaillons actuellement à définir le mécanisme le plus efficace pour conseiller les États Membres et les fabricants sur la composition des vaccins et la fréquence de la vaccination.
8. Lors du Conseil exécutif de l'année dernière, j'ai esquissé cinq priorités pour les cinq années à venir, dans le cadre de nos efforts communs pour donner un nouvel élan aux progrès sur la voie du treizième programme général de travail, 2019-2025, des cibles du « triple milliard » et des objectifs de développement durable liés à la santé.

9. Ces priorités se sont depuis concrétisées dans ce que nous désignons comme les « cinq P » : promouvoir la santé, fournir des services de santé, protéger la santé, démultiplier les progrès et être efficace. Je tiens à dire très clairement que ces cinq priorités ne remplacent en rien le treizième programme général de travail ou les objectifs du « triple milliard », qui restent la stratégie directrice de l'Organisation. Au contraire, les « cinq P » sont tout à fait alignées sur le treizième programme général de travail et font partie intégrante de celui-ci.

10. Nous les avons simplement extraites du treizième programme général de travail et présentées de manière à mettre en évidence les priorités clés sur lesquelles nous, en tant qu'OMS unifiée – États Membres et Secrétariat réunis – devons nous concentrer pour progresser plus vite vers les cibles du « triple milliard » et les objectifs de développement durable.

11. Permettez-moi de souligner certaines réalisations clés obtenues en 2022 dans le cadre de chacune des « cinq P » et, par conséquent, des cibles du « triple milliard ». Premièrement, promouvoir la santé, en s'attaquant aux causes profondes des maladies, ce qui est essentiel pour atteindre notre cible de voir un milliard de personnes supplémentaires bénéficier d'un meilleur état de santé et d'un plus grand bien-être.

12. En ce qui concerne la lutte antitabac, nous avons atteint l'an dernier notre objectif d'aider 100 millions de fumeurs à cesser de fumer, mais on estime qu'il y a encore 600 millions de consommateurs qui veulent arrêter de fumer et qui ont besoin de notre soutien. En ce qui concerne les acides gras trans, le nombre des personnes protégées par les politiques recommandées par l'OMS sur l'utilisation des acides gras trans produits industriellement a été quasiment multiplié par cinq : de 550 millions de personnes, elles sont passées à 2,6 milliards en seulement quatre ans. Mais comme vous le savez, 5 milliards de personnes ne sont toujours pas protégées. Chaque année, plus nombreux sont les pays qui soit augmentent les taxes en faveur de la santé soit en introduisent de nouvelles. L'an dernier, par exemple, le Timor-Leste a, avec l'appui de l'OMS, multiplié par cinq sa taxe sur le tabac, augmenté la taxation de l'alcool et introduit de nouvelles taxes sur le sucre et les boissons sucrées.

13. Pour ce qui est des soins maternels et néonataux, l'allaitement maternel exclusif chez les nourrissons de moins de six mois est passé de 38 % à 48 % à l'échelle mondiale au cours des 10 dernières années, ce qui nous rapproche de très près de l'objectif de 50 % d'ici à 2025. Nous avons également examiné les données probantes issues d'essais menés dans 20 pays qui ont montré pour la première fois que les soins immédiats peau à peau, ou la méthode « mère kangourou », peuvent sauver près d'un tiers des enfants nés prématurément.

14. Dans le cadre des efforts que nous déployons pour rendre les routes du monde plus sûres, avec le soutien et le leadership de l'OMS, l'Assemblée générale des Nations Unies a tenu l'année dernière sa première réunion de haut niveau sur la sécurité routière. Nous avons également soutenu directement de nombreux pays, tels que le Mexique où une nouvelle législation sur la sécurité routière a été adoptée et la Thaïlande où a été élaboré un plan national de sécurité routière – deux pays où les taux de mortalité dus aux accidents de la route sont parmi les plus élevés au monde.

15. Dans le cadre de notre travail pour lutter contre les effets des changements climatiques sur la santé, lors de la vingt-septième Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques tenue en Égypte, nous avons lancé l'Alliance pour une action transformatrice sur le climat et la santé, qui aide 63 pays à mettre en place des systèmes de santé résilients et durables face aux changements climatiques. Ainsi, au Mozambique, l'un des pays les plus vulnérables au monde face aux effets des changements climatiques, l'OMS a renforcé la capacité du Ministère de la santé à suivre les risques climatiques et leurs effets, et à coordonner les efforts d'adaptation.

16. En ce qui concerne le vieillissement, nous avons mené 12 études nationales sur l'impact du vieillissement sur les sources de revenus pour la santé, fournissant aux États Membres des données et des recommandations politiques de meilleure qualité. Par ailleurs, les normes de l'OMS pour une écoute sans risque ont été adoptées par quatre grandes entreprises technologiques, permettant à des milliards de personnes d'agir pour prévenir la perte de leur acuité auditive.

17. La deuxième priorité consiste à fournir des services de santé, en réorientant les systèmes de santé vers les soins de santé primaires, ce qui est essentiel pour atteindre notre cible de voir un milliard de personnes supplémentaires bénéficier de la couverture sanitaire universelle.

18. L'année dernière, le Programme spécial sur les soins de santé primaires a fourni une assistance technique à 119 pays, avec des experts travaillant main dans la main avec les ministères de la santé pour renforcer les fondements des systèmes de santé. Nous avons continué d'aider les pays à renforcer leurs personnels de santé, qui constituent l'épine dorsale de tout système de santé. Avec des partenaires internationaux, nous avons mis au point une feuille de route mondiale pour investir dans les capacités nationales en personnels pour la santé publique.

19. Nous avons également ajouté huit pays à la Liste OMS d'appui et de sauvegarde pour les personnels de santé, pour un total de 55 pays qui ont besoin d'une protection supplémentaire contre le recrutement international actif. Nous avons lancé la Communauté de pratique mondiale pour les soins infirmiers et obstétricaux, qui compte plus de 6500 membres dans 180 pays. Et au cours de l'année à venir, nous prévoyons de lancer une campagne mondiale pour donner accès à une formation de base en soins d'urgence à 25 % des infirmières et des sages-femmes de 25 pays d'ici à 2025.

20. En ce qui concerne le financement de la santé, sur la base des orientations de l'OMS, 49 pays ont modifié leurs politiques pour supprimer les obstacles financiers aux services de santé essentiels, en particulier pour la COVID-19. Nous avons continué d'aider les États Membres à élargir l'accès aux médicaments essentiels, un pilier de la couverture sanitaire universelle.

21. En 2022, l'OMS a constaté que les systèmes réglementaires de six États Membres – l'Afrique du Sud, la Chine, l'Égypte, le Nigéria, la République de Corée et Singapour – avaient atteint le niveau de maturité 3 ou 4, ce qui signifie un système stable qui fonctionne bien ou aux performances avancées. Nous avons en outre publié une mise à jour majeure de nos lignes directrices sur les produits biosimilaires, rendant ainsi ces médicaments complexes plus faciles à évaluer pour les organismes de réglementation et permettant, en fin de compte, un meilleur accès pour les patients.

22. En ce qui concerne la résistance aux antimicrobiens, l'Alliance tripartite est officiellement devenue l'Alliance quadripartite avec l'ajout du Programme des Nations Unies pour l'environnement. L'OMS a appuyé la définition de nouveaux objectifs internationaux pour mieux gérer l'utilisation des antimicrobiens chez l'être humain, l'animal et dans l'agriculture. Cent vingt-sept pays recueillent désormais des données sur la résistance aux antimicrobiens et leur consommation par le biais du Système mondial de surveillance de la résistance aux antimicrobiens et de leur usage, et 170 pays disposent de plans d'action nationaux pour orienter la riposte multisectorielle à la résistance aux antimicrobiens. Tout ce travail contribue à soulager la souffrance et à sauver des vies, toutes causes de maladie et de traumatisme confondus.

23. L'année dernière, nous avons aidé des dizaines d'États Membres à rétablir les services de santé essentiels perturbés pendant la pandémie de COVID-19, y compris pour la vaccination systématique, alors que nous constatons la plus forte baisse soutenue de la vaccination chez l'enfant en 30 ans. En conséquence, 25 millions d'enfants n'ont pas reçu les vaccins vitaux, et le rattrapage est maintenant l'une de nos principales priorités. Ainsi, avec le soutien de l'OMS, la République démocratique du Congo n'a pas seulement rétabli son programme de vaccination systématique pour retrouver les niveaux d'avant la pandémie, elle a aussi augmenté la couverture de cinq pour cent.

24. En ce qui concerne les maladies non transmissibles, nous avons publié de nouvelles lignes directrices sur l'hypertension et, grâce au guide technique HEARTS de l'OMS, 7,5 millions de personnes dans 31 pays ont été correctement diagnostiquées et mises sous traitement. Nous visons à doubler ce nombre cette année. L'Inde, par exemple, a remporté en 2022 le prix de l'Équipe spéciale interorganisations des Nations Unies pour la prévention et la maîtrise des maladies non transmissibles et du Programme spécial de l'OMS sur les soins de santé primaires pour son initiative pour la maîtrise de l'hypertension, qui, grâce à la mise en œuvre du programme HEARTS, a permis de traiter 3,5 millions de personnes depuis 2018. En ce qui concerne le diabète, les États Membres ont adopté pour la première fois un ensemble de cibles mondiales. Pour ce qui est du cancer, nous avons aidé 65 pays à améliorer l'accès à des soins de qualité dans le cadre de l'Initiative mondiale de lutte contre le cancer de l'enfant, soit une augmentation de 50 % par rapport à 2021.

25. Cette année, nous prévoyons de fournir des médicaments à tous les enfants atteints de cancer dans six pays, avec l'objectif de parvenir à 50 pays d'ici à 2027. L'année dernière, l'OMS a également apporté son appui à plusieurs pays en vue d'élaborer des plans nationaux pour l'élimination du cancer du col de l'utérus, notamment les Maldives, le Rwanda, Sri Lanka, entre autres.

26. Nous obtenons également des progrès très encourageants dans le domaine de la santé mentale. L'Initiative spéciale de l'OMS pour la santé mentale a désormais été mise en œuvre dans neuf pays, l'accès aux services de santé mentale étant ainsi élargi à plus de 5 millions de personnes en Argentine, au Bangladesh, au Ghana, en Jordanie, au Népal, au Paraguay, aux Philippines, en Ukraine et au Zimbabwe.

27. S'agissant des maladies transmissibles, la pandémie de COVID-19 a représenté un grave revers, mais au cours de l'année écoulée, nous avons constaté des signes encourageants. Pour ce qui est du paludisme, après une hausse en 2020, le nombre de décès annuels semble s'être stabilisé et les cas ont augmenté à un rythme plus lent.

28. Quoiqu'il en soit, le premier vaccin antipaludique au monde, le RTS,S/AS01, permet de sauver des vies. Au Ghana, au Kenya et au Malawi, où plus de 1,2 million d'enfants ont maintenant reçu le vaccin, nous avons constaté une diminution substantielle des hospitalisations pour paludisme grave et une baisse de plus de 10 % de la mortalité chez l'enfant. À la suite de la recommandation de l'OMS préconisant d'utiliser le vaccin à grande échelle, au moins 28 autres pays d'Afrique prévoient de l'introduire à partir de cette année.

29. En ce qui concerne la tuberculose, sur la base des recommandations de l'OMS publiées l'année dernière, 109 pays utilisent maintenant les premiers schémas thérapeutiques entièrement oraux contre la tuberculose multirésistante. Pour concrétiser notre vision de mettre fin à la tuberculose, de nouveaux vaccins seront nécessaires. Le seul vaccin dont nous disposons, le vaccin Bacille Calmette-Guérin, a 100 ans et il ne protège pas de façon adéquate les adultes et les adolescents. Plus de 16 vaccins candidats sont en cours de développement clinique et, il y a à peine deux semaines, nous avons créé au niveau ministériel un Conseil pour accélérer la mise au point de vaccins antituberculeux, afin de mettre de nouveaux vaccins à la disposition des populations le plus rapidement possible.

30. Pour ce qui est du VIH, nous avons publié l'année dernière de nouvelles lignes directrices sur l'utilisation de médicaments injectables à action prolongée pour prévenir le VIH – un véritable changement potentiel pour les personnes les plus à risque. Jusqu'à présent, quatre pays ont approuvé l'utilisation de médicaments injectables à action prolongée et 10 mènent des études de mise en œuvre. Le Medicines Patent Pool a négocié une licence volontaire et bientôt au moins trois fabricants de médicaments génériques commenceront la production.

31. Et chaque année, de plus en plus de pays éliminent de plus en plus de maladies. Alors que nous célébrons aujourd'hui la Journée mondiale des maladies tropicales négligées, nous pouvons être fiers du fait qu'en 2022, huit pays ont reçu la validation ou la certification de l'élimination d'une maladie tropicale négligée : l'Arabie saoudite, la Guinée équatoriale, le Malawi, l'Ouganda, la République démocratique du Congo, le Rwanda, le Togo et Vanuatu. L'Égypte a également éliminé la rougeole et la rubéole, et Oman a éliminé la transmission mère-enfant du VIH et de la syphilis.

32. La troisième priorité est de protéger la santé, en renforçant l'architecture mondiale pour la préparation, la riposte et la résilience face aux situations d'urgence sanitaire. En 2022, l'OMS est intervenue dans 72 situations d'urgence classées, dans toutes les Régions, dont trois urgences de santé publique de portée internationale, des flambées de choléra et de maladie à virus Ebola, les conflits en Éthiopie, en République arabe syrienne, en Ukraine et au Yémen, et des crises humanitaires dans la grande Corne de l'Afrique, au Sahel et beaucoup d'autres situations d'urgence encore.

33. Grâce à la générosité des donateurs du Fonds de réserve de l'OMS pour les situations d'urgence, nous avons pu débloquer immédiatement plus de 87 millions de dollars des États-Unis (USD) pour organiser une intervention rapide. Et nous avons livré des fournitures médicales essentielles à 90 pays depuis notre centre logistique de Dubaï, aux Émirats arabes unis. L'année dernière, nous avons également lancé le premier Appel d'urgence de l'OMS pour la santé mondiale, et pas plus tard que la semaine dernière, nous avons lancé l'appel de cette année, pour un montant de 2,5 milliards USD.

34. Bien entendu, l'OMS n'agit pas seule. En 2022, nous avons collaboré avec des milliers de partenaires dans le cadre du Groupe sectoriel pour la santé, du Réseau mondial d'alerte et d'action en cas d'épidémie, des équipes médicales d'urgence et d'autres entités encore. Nous continuons d'œuvrer avec nos partenaires à la mise en place d'un corps mondial d'urgence sanitaire rapidement mobilisable pour les futures urgences sanitaires. Nous avons continué d'aider les pays à faire face à la pandémie de COVID-19, en leur donnant des conseils techniques actualisés, en offrant une formation et un soutien aux agents de santé, en réunissant des experts pour faire progresser la science, et de bien d'autres façons encore.

35. Grâce à nos partenariats dans le cadre du Dispositif pour accélérer l'accès aux outils de lutte contre la COVID-19 et du COVAX, le volet Vaccins du Dispositif pour accélérer l'accès aux outils de lutte contre la COVID-19, nous avons contribué à la fourniture de plus d'un milliard de vaccins et acheté 320 000 traitements antiviraux. Le nombre de pays ayant une couverture vaccinale inférieure à 10 % est passé de 34 au début de l'année dernière à neuf, ce qui a permis d'éviter des milliers d'hospitalisations et de décès.

36. En juillet, j'ai déclaré que la flambée mondiale de variole simienne constituait une urgence de santé publique de portée internationale. Au total, plus de 85 000 cas et 86 décès survenus dans 110 pays ont été déclarés à l'OMS. Le nombre hebdomadaire de cas de variole simienne signalés a maintenant considérablement diminué, bien que 36 pays dans les six Régions continuent à signaler de nouveaux cas.

37. En septembre, le Gouvernement ougandais a déclaré une épidémie de maladie à virus Ebola. En collaboration avec de nombreux partenaires, nous avons aidé le Gouvernement à intervenir et à mettre fin à la flambée. Pendant la flambée, en collaboration avec le Ministère de la santé et des chercheurs ougandais, l'OMS a coordonné une coalition mondiale de partenaires au titre de son schéma directeur en matière de recherche-développement pour la prévention des épidémies, dans le but d'accélérer la mise à disposition des doses expérimentales de trois vaccins candidats et d'intégrer rapidement la recherche sur les vaccins dans la riposte.

38. L'année dernière, un nombre sans précédent d'épidémies de choléra a également été signalé dans 30 pays et le nombre de personnes à risque dans les pays touchés a massivement augmenté. Pour y faire face, l'OMS a soutenu des campagnes de vaccination à grande échelle et fourni des kits anticholéra pour traiter plus de 500 000 personnes. En Haïti, l'un des pays les plus touchés, l'Organisation panaméricaine de la Santé a livré plus d'un million de doses de vaccin anticholérique oral, et près des trois quarts des personnes remplissant les conditions pour en bénéficier ont reçu une dose. La crise mondiale que constituent ces flambées de choléra est désormais classée comme une urgence de niveau 3, niveau le plus élevé de notre système de classement interne, en raison du taux de létalité élevé, du risque de propagation et des graves faiblesses de l'approvisionnement en vaccins.

39. En ce qui concerne l'éradication de la poliomyélite, après un chiffre historiquement bas de seulement cinq cas dus au poliovirus sauvage en 2021, une augmentation s'est produite l'année dernière, avec deux cas en Afghanistan, huit au Mozambique et 20 au Pakistan. Cependant, aucun cas dû au poliovirus sauvage n'a été signalé depuis le début du mois de septembre de l'année dernière. De plus, l'année dernière, trois millions d'enfants auparavant inaccessibles en Afghanistan ont reçu le vaccin antipoliomyélitique pour la première fois. En octobre, les donateurs se sont engagés à verser 2,6 milliards USD en faveur de l'action que mènent l'OMS et ses partenaires pour faire de la poliomyélite une maladie du passé. Parallèlement, dans le cadre de la transition pour la poliomyélite, nous avons intégré les actifs de la lutte contre la poliomyélite dans plus de 50 pays pour faciliter la vaccination, la détection des maladies et les interventions d'urgence.

40. Comme vous le savez, l'an dernier, le Secrétariat a examiné plus de 300 recommandations issues de nombreux examens sur l'avenir de la préparation et de l'intervention en cas de pandémie et d'autres urgences sanitaires. Sur la base de cette analyse, nous avons formulé 10 propositions essentielles visant à renforcer l'architecture mondiale pour la préparation, la riposte et la résilience face aux situations d'urgence sanitaire. Ces propositions comprennent des mesures destinées à renforcer la gouvernance, le financement, les systèmes, les outils et l'OMS dans son ensemble.

41. Ce cadre nous permettra de faire converger et d'harmoniser les nombreuses activités et initiatives des États Membres, des organismes multilatéraux et d'autres acteurs. Cette démarche est particulièrement importante au moment où les États Membres entament des négociations sur un avant-projet de convention, d'accord ou d'autre instrument international juridiquement contraignant concernant les pandémies, en plus des discussions en cours sur les amendements au Règlement sanitaire international (2005).

42. En novembre, sous la direction de la présidence indonésienne du Groupe des 20, un nouveau fonds de lutte contre les pandémies a été créé à la Banque mondiale, dans lequel l'OMS joue un rôle central, notamment en tant que président du groupe consultatif technique. Le Centre d'information de l'OMS sur les pandémies et les épidémies est désormais pleinement opérationnel et, l'année dernière, il a œuvré avec près de 250 institutions du monde entier pour favoriser la collaboration en matière de surveillance et d'information. Et quatre pays ont maintenant achevé la phase pilote de l'examen universel de l'état de santé et de préparation : l'Iraq, le Portugal, la République centrafricaine et la Thaïlande. Nous sommes également en train d'organiser un processus devant aboutir à une plateforme intégrale pour un accès équitable aux contre-mesures médicales, en nous appuyant sur l'expérience acquise au travers du Dispositif pour accélérer l'accès aux outils de lutte contre la COVID-19, du Cadre de préparation en cas de grippe pandémique pour l'échange des virus grippaux et l'accès aux vaccins et aux autres avantages, et d'autres mécanismes.

43. Les quatrième et cinquième priorités concourent à la réalisation des trois premières priorités et des objectifs du « triple milliard ». La quatrième consiste à démultiplier les progrès en santé en exploitant la recherche, l'innovation, les données disponibles, les technologies numériques et les partenariats.

44. En ce qui concerne la recherche, nous avons mis en place un programme de bourses pour les jeunes chercheurs des pays à revenu faible ou intermédiaire sur les maladies non transmissibles. Huit ont été choisis au Cameroun, en Chine, en Égypte, en Éthiopie, en Inde, en Ouganda et au Pérou. Nous avons également créé une unité des sciences comportementales, qui a organisé une formation dans quatre Régions, fourni une assistance technique pour des projets pilotes dans plusieurs pays et contribué à nos travaux sur la résistance aux antimicrobiens et la nutrition.

45. En ce qui concerne l'innovation, le Centre sud-africain pour le transfert de technologie sur les vaccins à ARNm a commencé de transférer des technologies aux fabricants de 15 pays. Une formation est dispensée en République de Corée. Nous avons également lancé une application mobile qui aide les agents de santé travaillant dans des situations d'urgence humanitaire à mieux appliquer les recommandations de l'OMS en matière de santé de l'enfant.

46. En ce qui concerne les données, nous avons achevé la version bêta du Centre mondial de données sanitaires, qui offre une source unique pour la publication de données sur la santé. Ce centre sera mis à la disposition du public cette année. Et 76 pays mettent activement en œuvre la Onzième Révision de la Classification internationale des maladies, qui fournit de meilleures données sur lesquelles fonder de meilleures décisions stratégiques.

47. Pour ce qui est de la santé numérique, avec le soutien de l'OMS, plus de 120 États Membres ont élaboré des stratégies nationales de santé numérique pour orienter la transformation de leur système de santé. Nous avons formé 600 responsables du secteur de la santé dans 103 pays à la stratégie, à la gouvernance et à la mise en place de la santé numérique. Et sous notre impulsion, un consensus mondial s'est dégagé sur une norme d'interopérabilité technique pour les certificats COVID-19, dont se servent maintenant plus de 120 pays et qui permettent à plus de trois milliards de personnes d'utiliser les preuves de vaccination et les résultats des tests sous forme numérique.

48. En ce qui concerne les partenariats, l'année dernière, nous avons organisé des dialogues avec la société civile sur le climat et la santé, la variole simienne, l'examen universel de l'état de santé et de préparation, la tuberculose, l'inconduite sexuelle et d'autres sujets encore ; et nous travaillons à la création d'une commission de la société civile avant la Soixante-Seizième Assemblée mondiale de la Santé. Nous avons collaboré avec les parlements et le secteur privé. Et pas plus tard que ce week-end, nous avons tenu la première réunion du Conseil des jeunes de l'OMS. Hier, les délégués m'ont informé de leurs propositions visant à accélérer les progrès dans les domaines de la couverture sanitaire universelle, des maladies non transmissibles, de la santé mentale et du leadership des jeunes.

49. J'aimerais me joindre à Madame la Présidente pour encourager tous les États Membres à rencontrer les jeunes qui sont ici dans cette enceinte, du moins pour aujourd'hui, s'il y a des questions dont ils aimeraient discuter. Par la même occasion, nous vous demandons d'inclure des représentants de la jeunesse dans vos délégations à l'Assemblée de la Santé, et souhaiterions également que la parité des sexes soit respectée au sein de ces délégations. Par ailleurs, notre partenariat avec le Qatar et la Fédération internationale de football association nous a permis de transmettre à des milliards de personnes dans le monde des messages sur l'activité physique et d'autres questions pendant la Coupe du monde 2022. C'était une première. Nous avons beaucoup appris. Ce fut un succès.

50. Notre cinquième et dernière priorité est d'être efficaces, en renforçant l'OMS pour qu'elle produise des résultats et qu'elle ait les moyens de jouer son rôle directeur dans la santé mondiale. En tant qu'États Membres, vous comptez sur nous pour produire des normes, des critères, de la recherche et des données, et pour apporter un soutien technique et opérationnel en faisant preuve d'excellence et en nous appuyant sur des données probantes. C'est précisément ce que nous faisons.

51. L'année dernière, nous avons produit 213 biens de santé publique mondiaux, y compris des rapports et des lignes directrices clés sur l'intelligence artificielle, le handicap, la commercialisation des substituts du lait maternel, la santé bucco-dentaire, l'activité physique, les agents pathogènes prioritaires, la santé des réfugiés et des migrants, l'avortement sécurisé et bien plus encore. En outre, le Conseil scientifique de l'OMS a publié son premier rapport sur l'accélération de l'accès à la génomique au bénéfice de la santé mondiale.

52. Grâce à notre plateforme d'apprentissage OpenWHO, 7,5 millions d'apprenants de tous les États Membres ont accédé à 190 cours en 67 langues. La plateforme d'apprentissage OpenWHO constituera un élément important de la nouvelle Académie de l'OMS, qui jouera un rôle clé dans le renforcement des capacités des personnels de santé du monde entier, y compris du personnel de l'OMS.

53. Nous avons maintenant fini d'actualiser le modèle opérationnel de l'Académie de l'OMS et nous sommes en train de concevoir un catalogue de cours répondant aux grands défis mondiaux en matière de santé et aux besoins des soignants. Avec le soutien actif apporté par la France et d'autres États Membres, l'Académie de l'OMS mobilise de nouvelles ressources pour s'assurer un financement pérenne, et son campus principal devrait ouvrir ses portes à Lyon en septembre 2024.

54. Notre objectif est non seulement de faire en sorte que les personnels de l'OMS gagnent encore en expérience, en qualification et en talent, mais aussi de créer un lieu de travail qui permette à nos employés d'exploiter toutes leurs compétences et de faire de leur mieux. Depuis 10 ans, l'OMS s'efforce tout particulièrement d'instaurer un lieu de travail où tout le personnel jouit du respect qui lui est dû, a les moyens d'agir et est protégé grâce à l'Initiative en faveur du respect sur le lieu de travail et aux efforts connexes menés dans les domaines de la diversité, de l'équité et de l'inclusion, de la santé mentale au travail, de l'aménagement des modalités de travail, etc. À partir de 2023, cette initiative deviendra un programme spécifique, doté d'un personnel et de ressources fixes, qui s'efforcera d'enclencher un changement culturel durable.

55. En partant du principe qu'il y a du talent partout, mais que la possibilité de saisir les occasions qui se présentent n'est pas universelle, nous lançons le programme Jeunes administrateurs, qui vise à donner aux jeunes professionnels des pays les moins avancés la possibilité de collaborer avec l'OMS pendant deux ans, puis de revenir avec l'expérience acquise dans leurs pays respectifs. La première édition a été lancée et 14 jeunes administrateurs ont été recrutés en Afghanistan, au Bangladesh, au Bhoutan, à Madagascar, au Malawi, au Myanmar, au Népal, en Ouganda, en République-Unie de Tanzanie, au Sénégal, en Sierra Leone, au Soudan, au Tchad et en Zambie.

56. Ce programme a débuté en partenariat avec la Fondation Buffett. Permettez-moi de remercier la Fondation Buffett et sa représentante, qui est parmi nous aujourd'hui. J'ai la conviction que ce programme, s'il est élargi, changera la donne et permettra plus particulièrement aux pays à faible revenu de renforcer leurs capacités. Nous recruterons d'autres jeunes professionnels pour qu'ils travaillent auprès de nous pendant au moins deux ans, qu'ils élargissent leurs compétences et, de retour chez eux, qu'ils soient en mesure de mieux servir leur pays.

57. L'an dernier, nous avons également pris des mesures énergiques pour intégrer la question du genre dans nos travaux, en élaborant une politique et une stratégie internes, en mettant à jour notre politique de parité des genres et en défendant l'égalité femmes-hommes, les droits de la personne et l'équité, aussi bien à l'interne qu'à l'externe. Des programmes tels que ceux qui s'occupent de la transition pour la poliomyélite et de la gestion des urgences sanitaires sont maintenant dotés de stratégies programmatiques spécifiques pour promouvoir l'égalité des genres ; ces stratégies renforcent nos opérations dans les pays. En outre, pour la première fois de l'histoire de l'OMS, nous avons atteint la parité globale entre les femmes et les hommes au sein du personnel, tous types de contrat et catégories de postes confondus.

58. Comme vous le savez, 2022 a été une année décisive pour notre Organisation, les États Membres ayant accepté de porter les contributions fixées à 50 % du budget de base au cours de la prochaine décennie. Vous examinerez cette semaine le budget programme pour le prochain exercice qui prévoira, sous réserve d'approbation, la première augmentation des contributions fixées de 200 millions USD. Il s'agit également du premier budget programme dans lequel les bureaux de pays se verront allouer plus de la moitié du budget total de l'exercice.

59. Le renforcement de nos bureaux de pays est une priorité absolue. Au cours des trois dernières semaines, six représentants de pays ont travaillé à l'élaboration d'un plan d'action sur 100 jours dans sept domaines critiques, notamment la présence effective dans les bureaux de pays, le roulement et la mobilité, un financement adéquat et prévisible, la délégation de pouvoirs, etc. Certaines de ces mesures sont déjà appliquées dans le cadre de la transformation, et d'autres seront mises en œuvre immédiatement après la finalisation et l'approbation du plan d'action. À l'appui de cette initiative, nous travaillerons, au cours de l'année qui vient, en étroite collaboration avec 45 bureaux de pays et en adoptant une approche « axée sur les résultats » afin de mettre l'accent sur les interventions prioritaires les plus efficaces.

60. En complément de l'augmentation des contributions fixées, le Secrétariat propose également un nouveau processus de reconstitution, que nous soumettrons aux États Membres pour examen. Nous sommes conscients du fait qu'une plus grande souplesse et une meilleure durabilité s'accompagnent d'attentes accrues en matière de transparence, d'efficacité, de conformité et de responsabilisation. Et que tout cela doit permettre d'obtenir des résultats.

61. Comme vous le savez, nous avons fait des progrès en matière de prévention de l'inconduite sexuelle et des mesures destinées à la combattre, et j'aurai d'autres choses à dire concernant notre travail en cours dans ce domaine lorsque nous aborderons ce point de l'ordre du jour.

62. Je remercie le Groupe de travail des États Membres à fonctionnement souple sur le renforcement de la gouvernance budgétaire, programmatique et financière de l'OMS pour ses recommandations, qui ont été intégrées au mécanisme permettant de suivre les progrès accomplis vis-à-vis du plan de mise en œuvre de la réforme établi par le Secrétariat. Ce plan contient 98 activités, dont 38 ont déjà été réalisées.

63. Nous continuerons de mettre en place les activités restantes, et nous comptons sur l'appui et la supervision continue du Conseil exécutif. Nous apprécions, comme vous, l'équilibre délicat entre le rôle de gouvernance des États Membres et les responsabilités de gestion du Secrétariat. Nous voulons tous une OMS souple, proactive et capable d'agir rapidement pour répondre aux menaces pour la santé mondiale.

64. Le Secrétariat s'efforce de mettre en œuvre les priorités et les plans des États Membres, conformément à ce qui a été convenu lors de l'Assemblée de la Santé. En échange, nous demandons aux États Membres de donner au Secrétariat la latitude nécessaire pour s'acquitter de son mandat afin de respecter ces priorités et de mettre en œuvre ces plans.

65. J'ai essayé de vous donner un aperçu de l'ampleur et de la portée du travail accompli par l'Organisation, qui se reflète dans l'ordre du jour prévu pour cette semaine. Mais ce n'est qu'un aperçu. J'ai à peine effleuré la surface. Il est impossible de rendre compte de tous les aspects du travail que nous menons à bien dans le monde entier.

66. Et rien de tout cela ne serait possible sans les personnes qui font de l'OMS ce qu'elle est. Je n'ai pas assez de mots pour exprimer ma gratitude, mon admiration et mon respect pour mes collègues. Membres du personnel, consultants, sous-traitants, administrateurs auxiliaires et stagiaires ; personnels

des services généraux et de la catégorie professionnelle – je n’aime pas cette distinction – directeurs, sous-directeurs généraux, directeurs exécutifs et directeurs régionaux. Travaillant en première ligne ou dans des fonctions d’appui. En poste dans des mégapoles ou depuis des îles reculées. Œuvrant à tracer la vision globale ou réglant les petits détails.

67. Comme vous le savez, cette année marque le 75^e anniversaire de l’Organisation. C’est à nous tous qu’appartient cet anniversaire, à chaque État Membre et à chaque membre du personnel. C’est l’occasion pour nous de raconter notre histoire et d’imaginer notre avenir.

68. En conséquence, j’ai demandé à chaque bureau de pays et à chaque bureau régional de concevoir une campagne locale pour célébrer les réussites de l’OMS aux quatre coins du monde. Nombre de choses accomplies ces 75 dernières années peuvent nous rendre fiers.

69. Mais ce ne sont pas les 75 dernières années qui comptent, ce sont les 75 prochaines années. Pas les cinq dernières années, mais les cinq prochaines. Pas hier, mais demain. Nous regardons le passé avec fierté afin de pouvoir regarder l’avenir avec espoir. Nous tirons les enseignements du passé afin de pouvoir les appliquer à l’avenir. Merci de la confiance que vous nous accordez et de la foi que vous avez en nous. Nous sommes fiers de faire partie de l’OMS – fiers de faire partie de votre OMS. Je vous remercie.

= = =